



Lettre n°30 du 8 septembre 2017

Au sommaire :

- **Macron mène sans tabou une politique de classe. Le 12 et après, menons la nôtre !** - Isabelle Ufferte
- **Les dix ans de crise débouchent sur une nouvelle offensive dont Macron est un artisan zélé** - Daniel Minvielle
- **Terrorisme et guerre contre le terrorisme, un engrenage meurtrier contre les travailleurs et les peuples** - Yvan Lemaitre

Macron mène sans tabou une politique de classe, Le 12 et après, menons la nôtre !

Dans les entreprises, au sein des équipes syndicales, dans les unions locales, les collectifs unitaires, l'heure est à la préparation de la journée du 12 septembre et des suites. S'il est difficile de dire quelle sera l'ampleur de cette première journée nationale de lutte contre la politique du gouvernement, nombre de militants ont milité tout cet été pour la préparer, pour donner confiance, entraîner autour d'eux, convaincre de la possibilité de rendre les coups, malgré le poids des échecs passés et surtout malgré la politique des confédérations syndicales qui se sont prêtées à la mascarade et au jeu des « consultations », prétendant exercer leur pression dans les bureaux ministériels.

Mailly, doublant la CFDT, s'est réjoui que des points aillent « dans la bonne direction » : « heureusement que nous avons fait notre travail syndical »... « cette loi n'est pas la casse du code du travail, notre modèle social n'est pas remis en cause ». Déclarant à l'adresse de Martinez que « ce n'est pas quand tout est fini qu'il faut mener la bagarre », il lui a reproché de n'avoir participé qu'à « 6 ou 7 réunions pendant l'été » alors que lui... n'a « pas arrêté » ! Si la CGT appelle clairement à la lutte, elle n'en a pas moins participé à la farce de ces rencontres bilatérales, se pliant au calendrier et aux convocations du gouvernement, au dialogue social XXL des Macron et Pénicaud qui vise à désarmer le monde du travail, les militants qui veulent construire une opposition de classe pour préparer l'affrontement avec le pouvoir et le patronat.

Cette politique crée le trouble parmi les travailleurs. Au sein de tous les syndicats, des interrogations, des critiques s'expriment. Dans FO, une partie de l'appareil a finalement dû se démarquer de Mailly sous la pression des militants : de nombreuses fédérations et la majorité des unions départementales ont les unes après les autres fait le choix d'appeler au 12. Même à la CGC, 5 unions départe-

mentales ont passé outre la position officielle et appellent à manifester.

La révolte est profonde au sein du monde du travail. La lutte des jeunes précaires de Deliveroo, celle pugnace des travailleurs de GSM refusant depuis des mois leur liquidation, les multiples réactions solidaires et mobilisations qui commencent face à la suppression des contrats aidés et bien d'autres luttes et colères en attestent, de même que la « côte de popularité » de Macron et Philippe qui dévisse de sondage en sondage (seul Chirac avait fait pire en 95...)

Rien n'est écrit. Mais chacun sent bien que pour faire face à la politique du gouvernement, à l'ampleur de l'offensive de la bourgeoisie, il y a besoin de se dégager des pressions de toutes sortes, de penser clairement et librement les rapports sociaux tels qu'ils sont, en toute indépendance, de garder notre boussole pour défendre nos intérêts de classe par delà les calculs et les confusions des uns et des autres.

Brutalité et arrogance, la lutte de classe pour maintenir les taux de profits

Les ordonnances marquent une nouvelle étape pour intensifier l'exploitation, drainer toujours plus de richesses vers le capital. Dans le prolongement des lois Rebsaben, Macron, El Khomri, elles amplifient et accélèrent la casse déjà bien avancée du « droit du travail ».

Nombre des règles communes qui encadraient les relations entre employeurs et salariés, les conditions et le temps de travail, les rémunérations, etc., sont remises en cause. Au nom de l'encouragement à l'embauche, les licenciements deviennent pure formalité ; la précarité est généralisée avec l'extension des contrats de chantier, la suppression de contraintes liées aux CDD... Le droit syndical est raboté : au nom du libre choix, de la « démocra-

tie », le gouvernement veut privilégier les négociations directes entre employeurs et travailleurs, laissant ces derniers isolés face aux pressions et aux dictats patronaux.

Macron entend marquer les esprits, taper vite et fort, faire sauter tout ce qui peut limiter le permis d'exploiter.

Les plus pauvres et précaires sont les premiers visés : dans son interview fleuve au Point, il revendique non seulement la baisse des APL mais ouvre la voie à de nouvelles amputations pour... faire baisser les loyers ! La suppression des « emplois aidés », véritable plan social aux conséquences dramatiques pour les travailleurs licenciés ainsi que pour les publics au service desquels ils travaillaient (écoles, mairies, associations du secteur social...) a précipité d'un coup 150 000 travailleurs parmi les plus précaires à Pôle Emploi... au nom de la lutte contre le chômage !

Les attaques sont tout azimut : augmentation de la CSG qui va amputer les retraites et les salaires ; suppression de 120 000 postes dans la Fonction Publique, rétablissement du jour de carence et gel des salaires des fonctionnaires ; annonce de la fin du régime spécial des cheminots ; baisse de 13 milliards des dépenses annuelles de fonctionnement des collectivités locales d'ici 2022... Les réformes sont « cohérentes », expliquait Philippe il y a quelques jours : un « écosystème dans lequel chacune s'appuie sur l'autre et amplifie les effets des autres »... Un écosystème dont fait partie le plan d'allégement fiscal qu'a présenté le ministre de l'Economie et des Finances à l'université d'été du Medef : baisse de l'impôt sur les bénéfices de 8 % en cinq ans, suppression de l'impôt sur la fortune et baisse de l'imposition du capital à 30 %... Le gouvernement a par ailleurs décidé de vendre une partie des parts que l'Etat possède dans plusieurs entreprises. Il a commencé par Engie (qui a récemment signé avec les syndicats un plan de 504 suppressions de postes alors qu'elle a dégagé 1,28 milliard de bénéfices pour le premier semestre). Orange, Renault, Aéroports de Paris et d'autres pourraient suivre. Au total, le gouvernement voudrait récupérer 10 milliards... pour les redistribuer aux entreprises pour le « financement de l'innovation ».

Les syndicats pris à leur propre piège

On ne peut pas dire que le gouvernement avance masqué : champion du « dialogue social », il a mis les petits plats dans les grands, multiplié les réunions, les concertations, les poignées de main sur le perron des ministères et a largement expliqué sa méthode et son calendrier. Et il a apparemment su trouver les mots pour faire assoir tout le monde alors même qu'il s'en prend très directement aux positions des syndicats.

Les ordonnances réduisent la représentation syndicale dans les entreprises. Avec la fusion des instances représentatives du personnel, non seulement le gouvernement a pour objectif de couper clair dans le total des heures de délégation mais il espère que les nouveaux super-délégués qui concentreront les responsabilités auront plus de proximité avec les employeurs et, plus isolés, seront davantage à leur merci. Ce qu'a exprimé à sa façon le patron d'Etam, enthousiaste, dans une interview aux *Echos*,

envisageant d'intégrer les futurs délégués dans le conseil d'entreprise pour favoriser « *la négociation et la concertation* »...

La suite du rabotage du pouvoir des syndicats est engagée : avec la réforme de l'Unedic, décrétée « *prochaine grande concertation sociale* », le gouvernement entend non seulement revoir le financement et l'attribution des allocations chômage mais également prendre le contrôle de l'Unedic aujourd'hui gérée de façon paritaire par les représentants de cinq syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) et des organisations patronales (Medef, CPME, U2P). Du coup, représentants syndicaux et patronaux se sont fendus cet été d'un communiqué commun visant à défendre leur pré carré. « *Cela risque d'être encore plus dur* » que la réforme du travail, a osé Mailly...

Le 23 septembre, au service de la mobilisation ou de Mélenchon et de la FI ?

Après que la CGT ait annoncé la date du 12 septembre, Mélenchon a choisi le 23 pour appeler « *le peuple à déferler sur Paris contre le coup d'état social* ».

Sur BFM le 5 septembre, face à Bourdin qui lui demandait si son objectif était de faire tomber le gouvernement, Mélenchon a réagi : « *vous nous voyez aller en manifestation pour dire 'on veut renverser le président' ? Ca n'a pas de sens, moi je crois aux élections* ». Mélenchon entend cristalliser autour de sa personne et de son mouvement sur le terrain institutionnel, surfer sur son image de « *meilleur opposant* » parlementaire.

« *Notre marche du 23, bien sûr qu'on en a pris l'initiative, c'est normal qu'on le fasse, si nous ne le faisons pas, qui va le faire ? Qui marche en tête de cette famille ? C'est nous, c'est comme ça* »... expliquait-il il y a quelques jours. Petit geste symbolique, alors que la fête de l'Huma a lieu les 16 et 17 septembre, il a fait savoir qu'il ne s'y rendra pas cette année, quelques mois après que le PCF ait participé à sa campagne présidentielle...

Mélenchon a appelé « *tous ceux qui veulent* » à se joindre au 23, des syndicats à Hamon. Mais si ce dernier a d'ores et déjà annoncé sa présence, Martinez a décliné l'invitation lors d'une rencontre avec Mélenchon à l'Assemblée : « *Nous sommes attachés à notre indépendance syndicale. Il y a des actions syndicales et il y a des mouvements politiques [...] Derrière le 12 il y en aura une autre, on est en train d'y réfléchir* »...

Il est clair qu'au-delà des calculs des uns et des autres, les appareils sont bousculés et il est difficile de dire ce que sera la situation dans les semaines qui viennent. Elle dépendra essentiellement de la mobilisation des travailleurs, de la jeunesse, de celles et ceux qui se feront les militant-e-s du mouvement.

On ne peut qu'être solidaire de celles et ceux qui entendent utiliser toutes les occasions de dire leur colère et de peser sur la situation. Mais pour peser véritablement, le monde du travail et ses militant-e-s avons besoin de nous dégager des illusions institutionnelles, de la mystification de la République, du prétendu « *Etat social* » français et des

« *jours heureux* »... de toutes les illusions qui brouillent la vue, la compréhension des véritables rapports de force.

Préparer le 12, se réunir, discuter, préparer la suite...

La révolte est profonde mais les difficultés et les obstacles à surmonter sont nombreux. Les échecs du passé pèsent lourd, la valse hésitation des syndicats tout l'été n'a pas aidé à préparer la rentrée et bien des équipes ne se sont convaincues qu'au cours des derniers jours de la possibilité de réussir cette première mobilisation.

La confiance qui a commencé à se reconstruire est encore fragile et chacun sent bien le besoin de discuter de la situation, de faire le bilan des expériences passées, de prendre la mesure des enjeux, de l'évolution des rapports de forces et de la politique des adversaires.

Préparer le 12 et ses suites, entraîner, donner confiance, convaincre de l'importance de se mobiliser et de s'organiser passe par ces nécessaires débats et exclut tout bluff. Face à la lutte sans merci qu'ont engagée les classes dominantes à l'échelle internationale pour faire payer les travailleurs et les peuples, résister au rouleau compres-

seur est un combat global, politique, qui exige une entière lucidité.

Prendre en main nos luttes

Il n'y a pas d'un côté un combat « syndical » et de l'autre la question du pouvoir laissée aux « politiques » mais une même lutte sociale, démocratique et politique qui pose la question de l'organisation et de la direction de la société et de l'économie.

Construire le mouvement, c'est défendre une politique lutte de classe au sein des syndicats et dans les différents collectifs de lutte et cadres unitaires. C'est une bataille politique qui appelle les travailleuses et travailleurs, les jeunes, à prendre eux-mêmes en main leurs luttes. Il ne peut y avoir de lutte syndicale et sociale indépendante d'un combat pour l'indépendance de classe, remettant en cause les fondements de la société, le capitalisme. Et ce combat porte en filigrane la nécessité d'un parti des travailleurs qui pose la question du pouvoir et le conteste à la bourgeoisie.

L'avenir est à la lutte des classes exploitées...

Isabelle Ufferte

Les dix ans de crise débouchent sur une nouvelle offensive dont Macron est un artisan zélé

Dix ans sont passés depuis l'écroulement, aux États-Unis, de la crise des « subprimes » et la série d'effondrements boursiers, bancaires, économiques qui avaient suivi. Les États des grandes puissances étaient alors intervenus pour sauver le système financier à coup de milliers de milliards empruntés à ces mêmes banques dont les spéculations et l'avidité étaient à l'origine de la crise. L'endettement public qui en résultait débouchait, en 2010, sur la crise de la dette publique européenne, avec comme conséquence l'accentuation des politiques d'austérité qui se poursuivent toujours aujourd'hui. Les banques centrales, particulièrement la Banque centrale européenne et la FED américaine, avaient pris ensuite le relais des États. Avec la politique de « quantitative easing », « QE », elles ont injecté dans les banques privées des milliers de milliards sous couvert de leur racheter des titres de dette d'État ayant perdu une bonne part de leur valeur.

Malgré les sommes considérables englouties, ces politiques se poursuivent aujourd'hui. Du 24 au 26 août se tenait à Jackson Hole, aux États-Unis, la réunion annuelle des directeurs de banques centrales. Le monde de la finance était suspendu aux déclarations qu'y feraient Mario Draghi et Janet Yellen, respectivement patrons de la BCE et de la FED, dans l'attente d'informations concernant la poursuite ou non, et à quelles conditions, des politiques de taux directeurs très faibles et de « QE ». Mais Yellen et Draghi étaient restés muets sur ces sujets, se contentant de prendre position contre les politiques protectionnistes et pour le maintien des politiques dites de régulation financière dont ils sont les acteurs principaux quoique bien peu efficaces.

La réponse de Draghi est tombée ce jeudi : dans la zone euro, les taux directeurs seront maintenus à leur niveau actuel, et la BCE continuera jusqu'à nouvel ordre d'offrir 60 milliards d'euros par mois aux banques en échange de leurs titres pourris... À défaut d'avoir des réponses à leur crise, les capitalistes foncent aveuglément à coups de milliards de subventions qui entretiennent leurs profits vers une prochaine crise financière.

Capitalisme en panne

La décision de la BCE est révélatrice des incertitudes qui règnent dans les sommets de la bourgeoisie internationale, de l'instabilité du système capitalisme mondialisé, de son incapacité en fait à sortir de la crise globale dans laquelle il est entré il y a dix ans. Elle montre également à quel point la crainte d'un nouvel effondrement financier, l'explosion des bulles spéculatives qui n'ont cessé de se reconstituer au cours des années de crise, tétanise les « grands argentiers ».

Cette incertitude se traduit sur les marchés financiers : en début de semaine, les bourses européennes étaient à la baisse, le prix de l'or à la hausse ; les cours du pétrole continuent de stagner, ceux des matières premières baissent... Dans la guerre monétaire que se livrent les grandes puissances, l'euro est reparti à la hausse par rapport au dollar. Ce regain de « santé » désavantage en fait les entreprises européennes sur les marchés internationaux et remet en cause les prévisions du FMI qui revoyait à la hausse, fin juillet, les perspectives de croissance pour la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne.

Raté pour Draghi qui n'avait pas manqué, à Jackson Hole, de s'attribuer, ça n'engage à rien, le mérite de cette pers-

pective optimiste... Lucide, il avait cependant ajouté que, dans la zone euro, les « *capacités excédentaires de main-d'œuvre freinaient la croissance des salaires et donc de l'inflation* »... Une façon cynique de reconnaître que les milliards versés aux banques, s'ils ont pour l'instant évité un nouvel effondrement financier, et surtout permis aux grands groupes financiers d'afficher des résultats et des dividendes mirobolants tout en accumulant de nouveaux risques spéculatifs, n'ont rien réglé sur le fond, l'économie est en quasi stagnation, le chômage et la précarité sont en hausse, les salaires stagnent ou reculent.

En même temps, Draghi définit ainsi, d'une certaine façon, la contradiction centrale dans laquelle est enfermé le capitalisme mondial en faillite : la course au profit et la concurrence entraînent des « *capacités excédentaires de main d'œuvre* », autrement dit un chômage de masse qui fait baisser les salaires, le prix du pétrole et des matières premières et en fin de compte, conduit à la stagnation.

Chômage de masse auquel il faut ajouter la précarisation du travail, les reculs imposés aux salaires directs et indirects, la mise en concurrence internationale des travailleurs qui ont accompagné l'expansion mondiale du capitalisme au cours des quatre dernières décennies et se sont poursuivis de plus belle depuis dix ans sous prétexte de « sortir de la crise ». L'ensemble, en fait, des attaques dont sont l'objet la classe ouvrière et les peuples de la part des multinationales et des États.

Le bilan de ces politiques systématiques et continues de régression sociale visant à restaurer les profits en prenant sur les salaires est là : la productivité du travail, rapport du nombre de marchandises produites au nombre d'heures travaillées, n'augmente pratiquement plus aujourd'hui dans les grandes puissances industrielles, alors que les innovations technologiques devraient au contraire la multiplier. La croissance économique ralentit y compris dans les pays émergents dans lesquels certains économistes voyaient il n'y a pas si longtemps, les « *moteurs qui tireraient l'économie mondiale* ».

Celle-ci se heurte de fait à la stagnation globale du marché solvable. Les bourgeoisies se livrent une concurrence acharnée, spéculent à tout va. Et redoublent leurs offensives contre les travailleurs. La seule croissance qui les intéresse vraiment, c'est celle de leurs profits, et dans une économie qui stagne, la seule façon d'assurer les profits, c'est d'exploiter toujours plus les travailleurs... En France, la tâche de mener l'offensive revient à Macron.

Macron, fils de dix ans de crise

Macron est arrivé au pouvoir porté par l'épuisement politique de la droite et de la gauche. Il assure la succession aujourd'hui pour mener et aggraver la même politique.

Toutes les mesures qu'il tente d'imposer dans l'urgence visent à permettre à la bourgeoisie française de maintenir ses profits malgré la stagnation économique, tout en essayant de restaurer, autant que faire se peut, la compétitivité des entreprises vis-à-vis de leur concurrence.

Une série de ces réformes porte sur la fiscalité, accentuant le transfert d'argent des plus pauvres vers les plus riches. Un autre volet vise à augmenter la productivité du travail en permettant au patronat d'ajuster le plus rapidement possible et à moindre frais les « ressources humaines » aux besoins de la production. Les gouvernements précédents s'étaient employés à répondre à ces aspirations du patronat. Macron, avec ses ordonnances, prétend faire franchir un grand pas au « dossier ». De quoi remonter le « moral des patrons », cet indice sur lequel s'appuient les instituts de conjoncture pour établir leurs perspectives.

Mais le « moral des patrons » ne suffira pas à inverser la tendance économique de fond. Ce que prépare la politique de Macron, c'est une régression sociale sans précédent qui ne peut se traduire que par de nouvelles régressions économiques. Ici comme ailleurs en Europe et dans le monde, la politique de la bourgeoisie prépare un nouvel épisode aigu de sa crise.

Daniel Minvielle

Terrorisme et guerre contre le terrorisme, un engrenage meurtrier contre les travailleurs et les peuples

Le drame des attentats de Barcelone et de Cambrils a été l'occasion pour le pouvoir espagnol de remettre en scène le scénario d'union nationale, instrumentalisation politique de la colère et de la révolte pour tenter de soumettre l'opinion catalane et celle de l'État espagnol à la politique du gouvernement. Si l'opération n'a pas pleinement réussi trouvant sur sa route une forte contestation populaire, elle vient souligner l'importance pour le mouvement ouvrier d'avoir une politique indépendante des États face à la prétendue guerre contre le terrorisme menée par la coalition internationale impulsée par les USA.

Cette politique est nécessairement internationaliste, à l'opposé d'un point de vue national, européen ou occidental, elle ne participe pas au piège de « *la compassion narcissique* » qui établit une hiérarchie entre les victimes

du terrorisme ou de la guerre selon leur nationalité, leur origine ou leur religion. Est-il besoin de rappeler que le terrorisme frappe en premier lieu les populations du monde arabo-musulman parmi lesquelles la guerre des grandes puissances sème aussi la mort, sinistres dommages collatéraux d'une guerre sans fin.

Les gouvernements complaisamment relayés par la presse se félicitent des succès militaires de la coalition contre Daesh. Cette victoire annoncée dont on peut suivre la sinistre chronique est un leurre. La guerre menée par les grandes puissances sur l'ensemble du Moyen Orient détruit tout élément de stabilité dans cette région du monde et au-delà. Elle a un coût humain, social et politique que les grandes puissances et leurs alliés locaux font payer

aux populations alors que les forces djihadistes se développent.

Selon un récent rapport d'experts de l'ONU, en dépit des interventions de la coalition en Irak et en Syrie, l'EI « est toujours capable d'envoyer des fonds à ses militants hors de la zone de conflit » moyen-orientale. Il est en train de s'établir en Asie du Sud-Est, comme le montrent les récents combats dans le sud des Philippines. En Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, au Sahel et dans la péninsule Arabique, notamment au Yémen, Al-Qaïda conserve de son côté des réseaux puissants. En Libye, le nombre de combattants de l'État islamique est estimé entre 400 et 700. Il prend pied en Afghanistan.

Cette capacité de l'EI à s'étendre indique bien qu'il ne s'agit pas d'un phénomène « idéologique » ou psychiatrique comme le prétend le ministre de l'intérieur mais bien une réalité sociale et politique née des contradictions à l'œuvre dans le monde arabo-musulman du fait des guerres, de la concurrence et de la lutte pour l'appropriation de la rente pétrolière et des richesses.

Le terrorisme islamiste et la guerre contre le terrorisme sont devenus une composante de la politique internationale qui marque les consciences et ont une logique régressive et réactionnaire paralysante contre laquelle le mouvement ouvrier doit lutter et pour cela avoir une compréhension globale du phénomène, de ses origines et évolutions possibles pour formuler sa propre réponse politique.

La guerre contre le terrorisme est incapable d'en venir à bout, non seulement elle est inefficace mais elle l'entretient dans le même temps qu'elle l'utilise pour prétendre à sa propre légitimité aux yeux de l'opinion alors qu'en réalité elle poursuit de tout autres objectifs.

Les deux répondent à de folles stratégies dans un monde où la concurrence exacerbée, les rapports de domination et les luttes pour l'appropriation privée des richesses attisent les conflits.

Formuler des éléments de réponses implique de penser le phénomène dans sa globalité comme expression du processus de décomposition sociale engendrée par la politique des classes dominantes, celles qui sont à la tête des grandes puissances comme celles des puissances régionales ou locales ou de celles qui cherchent à s'approprier une part des richesses produites par la violence la plus directe.

Si aujourd'hui le terrorisme est instrumentalisé pour justifier aux yeux de l'opinion l'état de guerre permanent et l'état d'urgence, les deux phénomènes se sont développés en réponse l'un à l'autre comme conséquence de la politique des grandes puissances mais aussi de celle des classes dominantes du monde arabe. Ils s'entretiennent et s'aggravent.

Notre politique doit se dégager de toute forme de campisme qui conduit à hiérarchiser nos ennemis sous couvert que l'ennemi principal serait notre propre bourgeoisie ou à taire notre combat contre l'islamisme politique sous

couvert de lutte contre l'islamophobie ou inversement prendre le parti des grandes puissances contre le terrorisme.

Il s'agit d'avoir une vision d'ensemble de phénomènes interdépendants et complexes qui se sont construits à travers les bouleversements qui s'opèrent du fait de la mondialisation libérale et impérialiste pour élaborer une réponse, une politique de classe internationaliste.

Le chaos engendré par la politique des grandes puissances

Devant des militaires à Fort Myer, en Virginie, Donald Trump a renoncé, lundi 21 août, à la perspective d'un retrait d'Afghanistan, une de ses promesses électorales. Tout comme Obama avant lui, il s'est plié aux décisions du Pentagone pour poursuivre cette guerre sans fin, le plus long conflit de l'histoire des États-Unis, seize ans, et sans issue.

Cette fuite en avant militariste illustre l'absurdité et la faillite d'une politique qui fait de la guerre le principal instrument de la politique étrangère de la première puissance mondiale.

Après 16 ans d'occupation, 60 % du territoire afghan sont contrôlés par les talibans, la corruption, le trafic d'opium ou d'essence à partir des bases américaines prospèrent... Et l'Afghanistan est devenu une terre de prédilection pour les djihadistes, aujourd'hui zone de repli de ceux qui fuyent l'Irak.

Trump ne veut pas laisser se créer « *un vide qui serait aussitôt mis à profit par les terroristes* ». Mais c'est déjà fait et il le dit lui-même, la guerre n'a pas d'objectif à court terme : « *A un moment donné, après un effort militaire efficace, peut-être qu'il sera possible d'avoir une solution politique incluant une partie des talibans en Afghanistan. Mais personne ne sait si ou quand cela arrivera* ».

Trump a mis en cause le Pakistan qui aurait « *beaucoup à perdre s'il continue à abriter des criminels et des terroristes* » et joue l'Inde contre lui... Les USA continuent de déstabiliser la région en accentuant les tensions, trouvant dans ces tensions mêmes autant de raisons de maintenir et de renforcer leur présence militaire. Ils sèment ainsi la haine qui nourrit les extrémismes nationalistes et religieux, terrain sur lequel prospère le terrorisme.

L'Afghanistan a été le théâtre de l'effondrement lamentable des aventures militaires de la bureaucratie de l'URSS de 1979 à 1989 puis celui des prétentions mensongères des USA à apporter au monde la liberté, la paix et la démocratie. Dans la guerre contre l'occupation par l'URSS de l'Afghanistan à partir de décembre 1979, les USA ont financé, armé, entraîné les islamistes les plus radicaux. Ben Laden y fut leur homme avant qu'il ne se retourne contre eux au moment de la première guerre d'Irak en 1991 quand l'Arabie saoudite servit de base militaire à ces derniers. De là est né Al-Qaïda. Les jeux de la CIA associés à ceux de l'Arabie saoudite, puis du Qatar, ont financé le monstre contre l'armée rouge en Afghanistan, puis en Europe lors de la guerre en Yougoslavie. L'Arabie saoudite,

alliée des USA, a joué un rôle déterminant dans la propagation et le financement de l'intégrisme religieux dont se nourrit le djihadisme. Elle continue à le faire tout en prétendant lutter contre Daesh.

Avec l'effondrement de l'URSS en 1991, la menace communiste ne pouvait plus servir ni d'épouvantail ni de justification aux aventures militaires du Pentagone. Ils trouvèrent dans le terrorisme islamique un nouvel épouvantail et une nouvelle justification, la politique du « *choc des civilisations* ».

La guerre en Afghanistan est aussi la démonstration que pour les USA le terrorisme était autant un prétexte que leur objectif réel. L'intervention de 2001 ne visait pas que Ben Laden, mais aussi et surtout à faire du pays une place forte américaine. Ils n'ont pas réussi à mettre en place un pouvoir qui leur soit fidèle tout en ayant une autorité dans le pays d'où la poursuite de la guerre. Ce fut la même chose en Irak avec la folie de la deuxième guerre en 2003 comme pour l'aventure franco-britannique de l'intervention en Libye.

Et ce sont bien les destructions, les souffrances, les humiliations infligées aux populations, les divisions accentuées par les USA et leurs alliés qui ont créé le terrain pour le développement de l'État islamique. Ce sont elles qui l'entretiennent, combinées à la politique des dictatures qui règnent au Moyen-Orient.

Nourri par la politique des classes dominantes arabes

Al Qaïda n'est pas né de rien, ni l'EI. Ils sont le produit de l'aventurisme militariste des USA et de leurs alliés et ils ont aussi des racines profondes dans le monde arabo-musulman. Leurs liens sont multiples et complexes. Ils ont évolué. Ils sont liés aux dynasties régnantes, aux dictateurs tout en trouvant un soutien dans une fraction des classes populaires dominées par l'obscurantisme religieux mais surtout par les frustrations et la haine suscitées par les USA et leurs alliés.

La montée du terrorisme s'inscrit dans une évolution réactionnaire des classes dominantes du monde arabe en conséquence de l'échec des forces nationalistes progressistes nées des mouvements de libération nationale qui ont laissé la place à la montée des intégrismes religieux. Cette évolution connaît bien des nuances et il ne s'agit pas de mettre dans le même sac les Frères musulmans et Daech. Il ne s'agit pas pour autant de fermer les yeux sur le terrain politique dont Daech ou Al Qaïda ou d'autres succursales terroristes se nourrissent. Ce terrain est celui d'une islamisation croissante de la société dont la Turquie d'aujourd'hui est une des expressions les plus achevées, y compris dans la complaisance qu'a manifestée Erdogan à l'égard de Daech.

Cette montée des intégrismes religieux s'est accélérée au lendemain du soulèvement de 2011 comme instrument de la réaction.

Les courants djihadistes sont aussi le produit des luttes et rivalités entre puissances régionales, luttes organisées principalement autour de deux pôles Arabie saoudite et

Iran et qui se sont elles aussi accentuées comme l'illustre la crise actuelle entre le Qatar et l'Arabie saoudite.

Des racines au cœur même des citadelles capitalistes

Les racines du terrorisme se prolongent au cœur même des citadelles capitalistes. Les gouvernements ont voulu nous faire croire que les conflits irakiens et syriens se situaient à l'autre bout de la planète. Ils sont en fait à côté de nous. La guerre ne peut rester un phénomène isolé, localisé. Elle exporte ses dommages collatéraux et les peuples qui laissent les mains libres à leurs dirigeants en sont inévitablement eux aussi victimes. Elle est aussi un puissant révélateur de l'état de la société.

Le délire nihiliste et totalitaire de l'EI séduit de jeunes musulmans ou de jeunes convertis qui trouvent dans l'intégrisme religieux et la folie criminelle du terrorisme un exutoire à leur haine contre une société qui les rejette, secrète la misère et le racisme, la violence sociale, morale, physique donnée en spectacle quotidiennement dans la vraie vie comme dans les divertissements, contre un monde qui les dépasse et les domine sans qu'ils aient le moindre repère pour comprendre ou s'inscrire dans des solidarités sociales.

Les dirigeants de ce monde capitaliste ferment les yeux sur les conséquences de leur politique et construisent de toutes pièces des explications irrationnelles. Ils inventent un ennemi, l'islam, et un néologisme, « radicalisation », pour masquer la responsabilité de leurs guerres, de la concurrence sauvage mondialisée qu'ils imposent aux peuples, de la régression sociale que leur politique engendre. Ils donnent ainsi du crédit aux propres constructions des djihadistes qui captent et flattent la haine et lui donnent une cible, en construisant la figure absurde d'un ennemi absolu qui ne mériterait que la mort. Les deux logiques se nourrissent l'une et l'autre.

Le « campisme » anti-impérialiste, une vision unilatérale qui aveugle

On le voit les divers facteurs qui interviennent dans la formation du terrorisme, son évolution, exigent une réponse globale. Elle ne peut se résumer à « *la lutte contre notre propre impérialisme* » ou plus précisément cette lutte s'intègre dans une compréhension d'ensemble de la situation, une vision internationaliste. Le terrorisme djihadiste n'est pas que l'ennemi de notre bourgeoisie, il est aussi et surtout notre ennemi et celui des classes populaires du monde arabo-musulman. Il est notre ennemi, celui de la classe ouvrière, de toutes les luttes démocratiques et d'émancipation.

Prendre le contre-pied de la propagande officielle sans intégrer ces éléments fondamentaux peut conduire à un dangereux opportunisme vis-à-vis de l'islamisme politique. Cela enferme dans le piège du « *choc des civilisations* » alors que nous sommes confrontés au « *choc des barbaries* » pour reprendre l'expression de Gilbert Achcar.

Nous dénonçons la construction idéologique des gouvernements qui prétendent expliquer le terrorisme par la religion, l'islam, ce qui est absurde mais à l'inverse nous dénonçons les conceptions de l'islam politique, de tout intégrisme qui prétend imposer les règles religieuses à la société et part en guerre contre la démocratie pour faire taire.

L'Islam en tant que tel n'est pas notre ennemi, nous n'identifions pas les hommes et les femmes vivant dans le monde arabe à l'islam, nous défendons une politique du point de vue des droits démocratiques des populations.

Dire que Daesh est né du chaos engendré par la politique et les guerres menées par les grandes puissances ne diminue en rien l'évidence, Daesh est un ennemi des travailleurs, des classes populaires. Il n'est en rien anti-impérialiste.

La nécessaire lutte contre les idées réactionnaires ne se partage pas tant il est vrai que les différents visages que prend l'offensive des forces réactionnaires et des intégrismes se combinent, se renforcent et s'alimentent mutuellement. Si le djihadisme ne peut se comprendre qu'en tant que phénomène social et politique, il n'empêche qu'il se nourrit de préjugés religieux xénophobes et racistes propagés par les dictatures théocratiques qui règnent dans le monde arabe.

Daesh n'est en rien une organisation anti-impérialiste même si elle se vante d'abolir les frontières étatiques jadis dessinées par les ex-puissances coloniales. Elle est en concurrence avec les puissances mondiales ou régionales pour pouvoir avoir sa part du festin.

Pas de réponse hors de l'intervention consciente et démocratique des opprimés

Défendre la liberté et la démocratie, c'est attaquer le mal à la racine, tant dans ses causes géostratégiques que dans ses racines sociales et politiques.

Le terrorisme et la guerre contre le terrorisme comme l'état d'urgence permanent qui leur est associé sont des symptômes de la désagrégation de nos sociétés sous les effets de la crise du capitalisme, symptômes et facteurs aggravants. Leurs combinaisons et enchaînements dominent les esprits et conduisent à l'éclatement des solidarités collectives, à la désespérance individuelle faute de pouvoir peser sur les évolutions sociales.

Pour échapper aux constructions idéologiques des uns et des autres justifiant leur politique aveugle et criminelle et à leur logique mortifère, il est indispensable de garder les pieds sur terre, solidement enracinés dans les luttes de classes du point de vue des classes exploitées, de regarder, de comprendre, d'analyser et d'agir du point de vue de leurs intérêts contre tous ceux qui veulent les plier à leurs intérêts privés.

Il n'y a pas d'autre voie pour briser cette logique infernale que de militer autour de la défense des droits démocratiques pour les peuples comme pour les travailleurs, contre toutes les discriminations d'où quelles viennent, le racisme et la xénophobie quelle que soit la religion qui les justifie, pour l'égalité des sexes et la solidarité entre les opprimés, en finir aussi avec la domination des multinationales et des Etats qui les servent.

La question n'est ni religieuse ni idéologique mais sociale et politique.

Yvan Lemaitre